

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Departements.	36	18	10
Etranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.



Comité de rédaction pris par les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIFR.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU TRAVAIL.
DROIT AU BIEN-ÊTRE.

Les renseignements que nous recevons sur un grand nombre de candidats à l'Assemblée nationale sont d'une nature telle, que nous croyons devoir immédiatement prendre l'engagement de publier la biographie de tous les citoyens élus.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis qui lui seront communiqués dans le but d'aider à cette publication. Nous faisons à cet égard appel au patriotisme des bons citoyens.

AVIS.

Les citoyens qui nous adresseront des manuscrits sont prévenus qu'un comité de rédaction est chargé de prononcer sur leur admission. Au cas où ils ne seraient pas acceptés, il n'y aura pas lieu à les restituer aux auteurs.

Paris, 7 mai.

AUX RÉPUBLICAINS.

Nous l'avons déjà dit : la Commune de Paris n'est la propriété de personne; c'est la propriété de tous. Œuvre collective de dévouement, elle s'est vouée à la défense des intérêts de tous, surtout du pauvre et de l'opprimé. Aussi accepte-t-elle tous les dévouements sans regarder d'où ils viennent; elle les récompense en leur disant qu'ils méritent bien de la patrie et de l'humanité.

Unis de cœur, de sentiments, de convictions, tous les rédacteurs acceptent la responsabilité de tous nos actes. Le mot *solidarité*, que nous avons inscrit sur notre bannière, n'est pas une vaine parole. Pour nous, de la théorie à la pratique il n'y a qu'un pas, et nos actes sont toujours d'accord avec nos discours.

La, et seulement, est le bonheur. Nous appelons tous nos frères à le partager. Nous n'excluons personne. Que les hommes dévoués à la patrie, à la cause démocratique, viennent donc à nous. Notre œuvre est la leur, et la même récompense nous sera donnée à tous.

SOBRIFR.

Il faut entrer dans le vif des questions et les traiter d'une manière spéciale et approfondie. La Commune de Paris développera prochainement le programme du peuple que nous avons publié le 27 février.

PLUS DE DÉFIANCE.

Républicains,

Les ennemis de la démocratie nous surveillent et profitent de toutes nos fautes, ne l'oublions pas, et si nous suivons les errements du passé, nous n'aurons pas la force nécessaire pour triompher des obstacles. Ayons donc les uns pour les autres ce respect fraternel qui exclut toute rivalité; le salut du peuple nous en fait un devoir, et nous trahirions sa cause en restant désunis. La discipline qui existe dans les rangs opposés et qui se traduit en faits si tristes et si terribles nous trace une nouvelle ligne de conduite, celle de la confiance et de l'union. Rallions-nous donc autour du principe, autour du peuple : c'est le seul drapeau que nous devons suivre, celui que nos pères et nos frères ont salué d'un regard d'amour en mourant, et que nous devons défendre de tout outrage.

Que tous ceux dont le cœur bat, dont le courage se soulève à la vue de la misère, qui s'abritent sous ce drapeau, ne forment qu'une vaste association. Frères, unissons-nous... La Commune de Paris est l'œuvre et la propriété de tous : elle vient à vous, elle vous appelle; ralliez-vous à elle.

En la fondant, son directeur-gérant a voulu qu'il en fût ainsi. Quant à la rémunération, à chacun des travailleurs selon ses œuvres. Quatre rédacteurs choisis par l'élection seront adjoints au directeur-gérant pour faire cette répartition.

AU PEUPLE.

Nous te l'avons déjà dit, peuple : les citoyens gouvernants que la victoire de février a mis à no-

tre tête, n'ont pas fait pour toi ce qu'ils devaient faire. Au lieu d'alléger tes charges, ils les ont imprudemment augmentées. Ou tu croyais trouver le bien-être, tu n'as rencontré qu'un redoublement de misère. Dès lors le doute a germé dans ton âme. Tu t'es demandé si la Révolution s'était bien faite pour les travailleurs et pour les pauvres; si elle avait pour but de corriger les vices monstrueux de la société, ou si ce n'était qu'un simple changement de décors, la substitution du pouvoir de quelques hommes au pouvoir d'un seul. De potisme pour despotisme, qu'importe le nom!

Commis du peuple, vous vous êtes révoltés contre lui, vous avez enfreint sa souveraineté. Vous avez compromis sa conquête par vos tiraillements et vos demi-mesures. Ce qui s'arrête recule. Vous vous êtes arrêtés. Vous avez craint de frapper des coups décisifs. L'édifice du passé, au lieu d'être achevé et de se consolider, vous avez mis vos soins à le restaurer. Vous avez voulu conserver, comme Guizot, comme Louis Philippe. Hommes politiques qui redoutez le progrès, quelle formidable responsabilité pèsera sur vos têtes aux yeux de l'avenir!

Quoi! c'est à des partisans de la monarchie que vous avez eu recours pour fonder la République! Cette tourbe de fonctionnaires qui marchait aux ordres du juste-milieu à l'invasion de la liberté, corrompant, salissant, prostituant tout ce qu'elle touchait, c'est elle que vous avez chargée de glorifier la démocratie. Singulière mansuétude, aberration d'esprit inqualifiable, abandon inouï des intérêts populaires. C'est sous l'influence des vils flatteurs de Louis-Philippe et des âmes damnées de Duchâtel que les élections se sont faites.

Est-ce une œuvre de conciliation que vous avez voulu accomplir? Mais depuis quand charge-t-on l'immoralité d'organiser le règne de la vertu? Depuis quand est-il en principe de préposer à la garde d'une propriété sacrée les hommes les plus enclins à la rapine? Y a-t-il donc aussi prescription pour les infâmes? Jésus-Christ avait-il tort lorsqu'il chassait les vendeurs du temple?

Conservateurs de la souillure et de l'ignominie, nous aimons mieux passer pour des révoltés et des anarchistes que d'accepter la survivance de votre rôle. Peu nous importent les étonnantes dont on s'efforcera de ternir la pureté de nos sentiments. Nous ne serons jamais complices de ces pactes avec l'iniquité et le mensonge; nous n'accepterons jamais la complicité des odieux tripotages auxquels est subordonnée la destinée d'un grand peuple; nous n'accepterons jamais l'introduction de ces éléments funestes dans le problème social. Pour le résoudre, l'intelligence ne suffit pas; il faut le cœur. On serait tenté de croire qu'il vous manque.

Ah! ceux-là sont bien odieux qui se font un marchepied de la démocratie!

Toutefois qu'elles se repaissent quelques instants encore, qu'elles se saturent de dignités et d'encens les ambitions que février trouva dès longtemps rangées en bataille, loin des barricades, pour monter à l'assaut du pouvoir. Qu'elles conviennent encore leur chimère comme l'oiseau convoitise instinctivement des œufs de plâtre et les siens propres. Il n'y a plus rien sous elles, si ce n'est un amas de petites et de vanités qui excitent le plus profond dégoût. Dernier brin d'illusion que le vent va emporter dans l'abîme d'où rien ne remonte. Ah! il faut de plus larges épaules et des bras plus puissants pour refouler dans le passé le géant populaire. On n'écrase pas un principe; les hommes tombent, il reste.

S.

QUELS SONT LES VRAIS CONSERVATEURS?

Conservateurs, conservateurs, il n'y a aujourd'hui de conservateurs que les révolutionnaires. Ils sont les seuls qui veulent organiser. Ils ne déplacent les choses que pour les affermir. Tandis que leurs adversaires se retranchent dans la négative et prétendent barricader le néant, les révolutionnaires appellent tout le monde à jouir des bienfaits sociaux et sollicitent l'expansion complète, le développement bien entendu et suivant des lois régulières de tout ce qui est abandonné à l'égoïsme et au hasard des efforts individuels. Les révolutionnaires veulent pour tous la liberté, la sécurité, la convergence, l'union, la

existence; leurs adversaires veulent le *statu quo* des ruines, la lutte, la guerre à mort entre les citoyens, la compression des intelligences et des corps, l'antagonisme éternel. La société qu'ils défendent n'est qu'un long duel. D'une part l'agonie douloureuse du supplice; de l'autre la terreur du tyran qui vitelle tourmenté par l'ombre de sa victime. Et pour conséquence de leur hideux principe, l'application des lois de Malthus.

En sera-t-il donc toujours ainsi?

PLUS DE PROSCRIPTIONS!

Plus de proscriptions! La Révolution de février doit avoir inauguré le règne de l'unité. Nous acceptons les dévouements, toutes les expiations sincères, tous les repentirs. La démocratie ouvre son sein à tous ceux qui veulent le bonheur de leurs frères, à tous ceux qui souffrent du mal social, à tous ceux qui veulent que l'iniquité abdique. Procéder par voie d'exclusion quand ce n'est pas nécessaire, c'est produire des œuvres incomplètes. La haine fut toujours impuissante à créer le bien. Citoyens, unissons-nous! L'unité seule peut trancher le nœud de toutes les graves questions qui nous préoccupent; l'unité seule nous sauvera.

S.

LA RÉVOLUTION SOCIALE EST MURE; ELLE S'ACCOMPLIRA.

Nous le répétons, le Gouvernement provisoire avait sa raison d'être. Qu'il eût pu être meilleur, nul n'a le droit de le contester; l'homogénéité lui a surtout manqué et par suite l'initiative. Il y avait là des hommes de cœur et de patriotisme. Une excitation eût suffi pour développer en bien leurs énergies. Que le peuple leur fasse donc appel, ils y répondront. L'abus de son esprit, on les verra à l'avant-garde, tenant le drapeau de la Révolution et du socialisme, et marchant d'un pas résolu à toutes les conquêtes de l'avenir. La vieille société s'écroule. Qui est-ce qui voudrait s'ensevelir sous ses décombres?

EXEMPLE A SUIVRE.

De riches propriétaires de la province sont venus nous trouver; ils offrent à la patrie la moitié de leur fortune, à condition qu'on s'occupe sérieusement de l'organisation de la société. On ne peut donner ce nom à cet entassement anormal qui gît derrière nous.

Ces citoyens ont compris la gravité de la situation. Grâce leur soient rendues! Puisse leur exemple trouver de nombreux imitateurs! Hommes, observez et réfléchissez. Ce qui est ne peut durer qu'en se transformant; ayez au moins l'instinct de conservation. On ne veut pas vous dépouiller; au contraire, on veut augmenter votre bien-être. Tout vous sera rendu au centuple et avant qu'il soit longtemps. Les lords anglais ont donné dans les temps de crise; ils ont sauvé la patrie. Ne ferez-vous pas comme eux?

PLUS D'HONORABLES!

Serions-nous donc revenus aux beaux temps de la royauté constitutionnelle? Nous le croirions volontiers en lisant au *Moniteur* le compte rendu des séances de l'Assemblée nationale. Nous retrouvons à chaque ligne les expressions prétentieuses et ridicules empruntées au vocabulaire de l'ancienne chambre. Il n'est question que d'honorables préopinants, de noble ami, de langage parlementaire, etc., etc. En somme, les anciens habitués du palais Bourbon ont pu penser que rien n'était changé. Tout le monde conviendrait pourtant que c'est là une triste manière d'inaugurer la nouvelle Assemblée. Il eût été au moins convenable d'oublier la phraséologie boursouflée de nos ex-députés. Pour notre part, nous ne connaissons pas d'appellation si pompeuse qui puisse valoir le mot *citoyen*, et nous croyons qu'un représentant du peuple doit parler autrement qu'un serviteur complaisant des monarchies déchues.

PRÉSIDENTCE.

Nous ne concevons point qu'on puisse proposer à la France l'imitation des États-Unis. C'est vouloir imiter le grand par le petit.

qui en vaut bien une autre, pour se traîner à la remorque d'institutions opposées de tout point à son organisme. Quand donc ces-erons-nous d'être de grands enfants? quand donc comprendrons-nous que le peuple français, peuple initiateur par excellence, celui qui a toujours donné le branle aux autres, ne saurait impunément chercher ailleurs qu'en lui-même le monde dans lequel il doit vivre et se développer. Sur la foi de Montesquieu et de Voltaire, on s'était jeté dans l'anglomanie. A leur suite, les prétendus hommes d'État de 1815 nous octroyèrent une charte inepte, recette bâtarde par laquelle ils prétendaient donner force de vie au plus monstrueux amalgame qui se puisse imaginer. C'était le supplice de Mezenne qu'on infligeait à la France. Il lui a fallu trente ans pour rejeter loin d'elle ce cadavre infect qu'on nommait la patrie, trente ans pour se relever de ce sépulchre de boue dans lequel le despotisme voulait la plonger pour l'éternité.

La leçon est rude. Eh bien! elle ne suffit pas. Il est certains esprits attardés ou pervers qui prétendent nous faire subir une nouvelle épreuve. Malheureuse France, infortuné peuple, ils ne te comprennent pas encore! Quinze ans ont une grande partie de la vie d'un homme, a dit Tacite; ce n'est rien pour l'humanité. Mais faut-il que le bonheur et la vérité nous fuient toujours? faut-il que nous n'ayons que des emanations de la coupe où s'abreuveront les générations futures?

Quoi! vous voulez une monarchie déguisée sous quelques apparences républicaines! Un président! Pourquoi s'en tenir là? Que ne proposez-vous deux chambres? Que ne rétablissez-vous la bascule? Nous verrons commencer une comédie qui durera cinq, dix, quinze ans, après quoi le spectateur ennuyé viendra briser les lustres, mettre les acteurs en fuite et incendier la toile.

Il y aura des courtisans républicains, une corruption républicaine, des soirées républicaines, un escamotage républicain. Et l'on dira de la Révolution de février ce que le pamphlétaire espagnol Larra disait de celle de juillet : « quasi révolution faite par un quasi grand peuple pour mettre sur le trône un quasi-roi avec une quasi-chambre des députés et une quasi-chambre des pairs. » Quasi universel et stupide qui a sacrifié des millions d'hommes, abruti les autres et ajourné d'un siècle l'indépendance du monde.

Peuple! peuple! il dépend de toi de l'éloigner encore. Veille, si tu ne veux te trouver un jour piéds et poings liés dans les mains des infâmes. La contre-révolution est puissamment organisée, elle marche à pas de géant. A l'intérieur, à l'extérieur, voit comme l'horizon est sombre!

Repousse donc de toute ton indignation ces constitutions hétéroclites et bâtarde que les réactionnaires fabriquent dans leur arsenal de ruses et de perfidies. Repousse-les, elles mènent au despotisme, à la compression du glaive ou à l'hébétément de l'or. Tu veux vivre; eh bien! sois toi-même, et respire avec tes organes et non avec ceux d'autrui.

Ce que nous disons ici ne s'adresse pas au citoyen Lamennais, grand et infatigable apôtre de la démocratie. Il peut s'égarer; mais l'amour des hommes l'animera toujours. Nous avons en vue les intrigants et les mécréants ambitieux qui se tiennent dans l'ombre en bataillon exercé contre la République.

DU CUMUL DES FONCTIONS.

La Représentation nationale compte dans son sein un grand nombre de fonctionnaires qui ont abandonné leurs postes judiciaires, ecclésiastiques, administratifs pour venir siéger à l'Assemblée. En avaient-ils le droit? Non. — Du jour où vous êtes appelés à représenter la nation, vous n'appartenez plus en aucune façon au corps d'état dont vous faisiez partie. Vous étiez magistrat pour rendre la justice; soldat pour servir le pays les armes à la main; prêtre pour diriger spirituellement le troupeau confié à vos soins. — Votre nom sort de l'urne électorale, et dès lors vous entrez dans une nouvelle voie, de nouvelles fonctions vous sont confiées, fonctions spéciales et qui exigent tout votre temps, tous vos soins, toutes vos études.

Ceci n'est pas une simple question de traitements, comme ont paru le croire quelques représentants. Que les mandataires du peuple soient

ne non rétribués, peu importe; la question n'est pas là. Elle est tout entière dans l'abolition du cumul. Nul n'a le droit de cumuler deux fonctions; donc nul n'a le droit de cumuler deux traitements. On a admis la conséquence; on devait bien plutôt se rappeler le principe et le mettre en pratique.

Et ici pas d'exceptions, même pour les ministres, même pour le pouvoir exécutif. Un ministre, un agent du pouvoir est responsable de ses actes; il en doit compte au peuple, duquel il tient son mandat. Mais si un ministre ou un agent du pouvoir fait partie de la Représentation nationale, les membres qui seront les soutiens de sa politique ne seront-ils point solidaires de ses actes, de sa responsabilité?

Donc, incompatibilité complète entre les fonctions de représentant du peuple et toutes autres fonctions publiques. Que ceux qui, dans la nouvelle Assemblée, sont investis de doubles fonctions, fassent leur choix, et que dans l'enceinte de la Constituante on ne voie plus que la Représentation nationale.

COMITÉ D'AGRICULTURE.

Le comité d'agriculture institué par la Commune de Paris doit prouver que nous ne sommes pas de chimériques rêveurs d'utopie, des perturbateurs effrénés de l'ordre social. Nous nous efforçons avant tout d'être organisateurs. De nombreuses adhésions viennent nous apprendre à chaque instant que nous ne nous sommes point trompés. Nous n'avons pas besoin de ces encouragements pour nous convaincre de la nécessité de présenter des solutions au problème qui agite aujourd'hui toutes les têtes. Nous avons commencé par faire appel à ceux que leur fortune ou leur position désignent naturellement comme les promoteurs de l'œuvre. Ces hommes sont restés sourds à notre appel. Enveloppés dans leur égoïsme et mures dans leur isolement, ils ont mieux aimé nous dénoncer à l'indignation de ceux qui ne nous connaissent pas. Ils ont accolé à notre nom des épithètes qui soulèvent le cœur de dégoût. Sont-ils parvenus à donner le change au public sur notre compte? Nous n'en savons rien. Quoi qu'il en soit, ces cris de bas en haut ne nous émeuvent guère; nous continuerons notre mission; ce qu'ils n'ont pas voulu faire, nous le ferons. Dès ce moment, nos têtes, nos cœurs, nos biens, quelque exigus qu'ils soient, tout est à la disposition des travailleurs qui voudront se rallier au drapeau du progrès et de la civilisation.

Le temps des clabauderies est passé. Foin des grandes phrases, des périoles retentissantes et de la vide phraséologie. Des actes, encore des actes et toujours des actes. Vous êtes la occupés à pérorer et à faire étalage de vos talents, comme des prestidigitateurs et des saltimbanques, tandis que sous vos treteux 34 millions d'hommes en proie à la misère et au dénûment, sont exposés à mourir de faim. Des phrases, lorsque des milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé des villes; des phrases, lorsque tous les ateliers se ferment, lorsque les réactionnaires calculent avec la faim et les privations du peuple pour l'abuser et l'égarer sur le compte des patriotes! Des phrases!... Qu'on nous ramène donc aux carrières! Guizot aussi parlait bien, et Thiers, et Barrot, et tutti quanti. Qu'ont-ils produit avec leur bavardage?

Le règne des bavards est fini. Nous voulons des hommes d'Etat, des esprits pratiques et organisateurs. Mirabeau et Napoleon étaient avant tout des esprits pratiques.

Il n'est pas besoin d'être rhéteur pour dire: deux et deux font quatre.

AVIS.

Les citoyens membres du Comité d'agriculture institué par la Commune de Paris sont priés de se rendre à la réunion qui aura lieu, dans les bureaux du journal, lundi à huit heures du soir.

Pourquoi l'Assemblée nationale ne s'est-elle pas réunie aujourd'hui? Telle est la question que l'on se pose-ait le peuple.

Nous n'y trouvons pas de motif, à moins que ce ne soit en raison du dimanche. Et à cela nous répondons que parce qu'elle a un néo-catholique à sa tête, la Représentation nationale n'a pas le droit de négliger les grands et urgents intérêts du peuple pour aller à la messe. Qui travaille prie. La Représentation est coupable de laisser écouler ainsi le temps, un temps précieux et que la misère fait trouver bien long à tant de millions de citoyens qui souffrent et n'ont pas de pain. Que les représentants y songent!

Nous invitons le président des mandataires du peuple à exécuter la loi de 1792 concernant le costume de ses mandataires, loi confirmée par un décret des membres du Gouvernement provisoire. (Mise en demeure concernant le dominicain Lacordaire.)

LES ANCIENS REPRÉSENTANTS DU PEUPLE.

En parcourant les registres de l'hôtel de ville, nous avons vu ce fait bien remarquable:

« En 1794, l'armée des Pyrénées-Orientales, par l'organe de ses chefs, se plaignait à la Convention nationale du linge qu'on lui donnait pour faire des chemises. — Les représentants du peuple Féraud et Vidal furent envoyés à l'armée pour connaître de ces faits.

« A leur retour à Paris, ils rendirent compte de leur mission, et quand on leur demanda combien la patrie leur devait pour leurs dépenses:

« Deux francs par jour, répondirent-ils, et trois francs pour le secrétaire qui a fait nos écritures. »

Combien ils étaient grands, ces hommes dont le désintéressement était la première vertu. C'étaient de vrais républicains!

Correspondance.

Citoyen rédacteur,

Je suis officier supérieur polonais, âgé de 87 ans et accablé d'infirmités. C'est, j'en suis certain, plus qu'il ne vous en faut pour que vous me prêtiez assistance en m'accordant votre publicité.

Depuis 1845, époque où je fus foulé aux pieds des chevaux d'un riche personnage de la capitale, je n'ai pu, quoique j'aie pu faire, parvenir à toucher 1,000 francs, montant des condamnations. La partie condamnée s'exécute bien en remettant au sieur Benazé, son avoué, une somme de 4,500 francs, dont 1,000 francs pour moi et 500 francs pour les frais; mais le sieur Benazé est parvenu à se faire autoriser à déposer cette somme à la caisse des consignations, où elle est depuis près de quatre ans. Si l'avoué, le sieur D..., qui m'avait été nommé d'office, eût été plus soucieux de mes intérêts, il eût pu empêcher un tel déni de justice.

En vain je me suis plaint à la chambre des avoués; ma voix a été étouffée. J'ai demandé justice au procureur de la République avec le même insuccès, et je n'ai plus pour moi que la publicité, entre deux agents publics qui abusent de ma qualité d'étranger, auquel la langue française est moins familière sans doute que sa sympathie pour cette nation, qui a tant de droits à sa reconnaissance.

Deux oppositions, di-ent ces avoués, ont été formées aux mains de M. Salvette, partie condamnée; elles empêchent tout paiement. Sur ces deux oppositions, je produis la main-levée de la principale. Quant à la seconde, elle a été formée par un sieur Desbrosses, ex-directeur de la *Miner judiciaire*, tombé en déconfiture, et qui d'ailleurs, chargé d'abord de mon procès, l'avait totalement déserté.

Tels sont, citoyen rédacteur, les justes griefs que je vous soumetts. Votre sollicitude, que dans votre journal d'hier, 5 mai, vous faites connaître, en évoquant les nombreux abus des gens de justice, pour leur impliquer le juste châtiment de la publicité, me fait espérer que vous accueillerez ma lettre.

J'ai l'honneur, etc.

JACOB DABROWSKI,
major polonais, chevalier de la Légion
d'honneur.

Citoyen rédacteur,

Le club démocratique du quartier Montorgueil a décidé, dans sa séance du 6 mars 1848, qu'il serait adressé à l'Assemblée nationale une pétition en faveur de la Pologne, aux prises avec ses oppresseurs.

Aujourd'hui que l'abolition de fait et de droit des traités réactionnaires de 1815 a été proclamée au nom de la République, il faut à la Pologne autre chose que des vœux et des sympathies: la France régénérée ne peut rester indifférente à la lutte; elle doit intervenir.

Que nos frères des clubs, que tous les bons citoyens répondent à notre appel, et la nationalité polonaise ne périra pas.

Salut et fraternité.

JOUANNE, président;
DUFONT, secrétaire.

Paris, 7 mai 1848.

Évangile républicain.

(Suite de la publication du 5 mai.)

ÉPIQUE SUR LA SOLIDARITÉ ET L'ALLIANCE DES PEUPLES.

Quiconque reçoit la parole de Dieu vit en Dieu, et Dieu vit en lui; de même, celui qui goûte les fruits de la liberté, de l'égalité et de la fraternité doit en répandre la sève à ceux qui, aspirant après ce bonheur universel, en sont privés encore du fait de la dureté et du parjure des puissants de la terre. Or, je vous le dis, leurs crimes tendent à attaquer toujours à sa base l'arbre divin qu'eux-mêmes avaient aidé à inaugurer dans un moment de péril pour eux.

Ainsi donc, que le peuple français ne se glorifie pas outre mesure de renaitre à la vie républicaine, c'est-à-dire à la vie du Christ: il ne vivrait pas, il périrait infailliblement s'il voulait limiter à lui seul le bénéfice de la régénération divine.

ÉVANGILE DU 8 MAI. (SAINT STANISLAS.)

En ce temps-là, Stanislas, évêque de Cracovie, se présenta à Boleslas le Hardi, roi de Pologne, et lui dit: « Tu es immoral, impie, oppresseur du peuple qui te nourrit; tu es avide du sang de ton prochain: je te déclare donc indigne de le dire désormais le chef d'un peuple brave et libre! »

Et comme Stanislas regagnait l'autel pour y offrir le sacrifice sacerdotal, le roi Boleslas, gonflé de colère, pénétra dans le temple, dit Skala, et d'un coup de sabre abattit la tête du défenseur du peuple.

Boleslas fut contraint de prendre la fuite, et peu de temps ensuite périt misérablement sur la terre étrangère en se frappant la poitrine et s'écriant: « Malheur à moi! malheur aux rois futurs qui oseraient braver la justice populaire, car elle les pulvérisera comme la meule pulvérisa le grain. »

Un républicain socialiste.

Il vient de se passer un fait assez curieux et qui fait honneur aux sentiments de la garde républicaine.

Il y a trois jours, le nommé Nérat, tambour de ce corps, appartenant à la compagnie Saint Just, casernée aux Célestins, aperçut le soir dans la rue, pès de la préfecture de police où il était de service, une jeune femme accroupie contre une borne et tenant un enfant en bas âge entre ses bras. Elle paraissait en proie à un vil chagrin. Nérat l'aborda pour lui en demander la cause; elle lui répondit en pleurant qu'elle était forcée, vu son état de misère, d'abandonner son enfant, et elle le pria de lui dire quelle formalité il y aurait à remplir.

« Non pas! répliqua le brave tambour: il ne faut pas qu'une mère qui tient à son enfant le délaisse ainsi. Les républicains sont frères et doivent s'aider. Venez avec moi. »

Nérat conduisit sa protégée dans une maison garnie du voisinage, où il l'installa, et lui glissant 5 francs dans la main pour subvenir à ses besoins et à ceux de l'enfant, il se retira discrètement en promettant de revenir bientôt.

Mais le lendemain cette femme disparut du garni où Nérat l'avait placée, et lorsqu'il vint pour lui faire sa visite et aviser à lui procurer des moyens d'existence, il ne trouva plus que l'enfant. Toutes les recherches qu'il fit pour savoir ce qu'elle était devenue furent inutiles. Notre tambour resta fort embarrassé au sujet de la frêle créature que le hasard plaçait ainsi sous sa tutelle et qui lui tendait les bras comme pour lui dire de ne pas l'abandonner. Enfin, après un instant de réflexion, il se décida à l'emporter à la caserne des Célestins.

Tous les soldats de la compagnie, qui connaissaient déjà l'histoire de Nérat, accueillirent le nouveau venu avec enthousiasme, et c'était un étrange et touchant spectacle de voir ces hommes robustes se le passer tour à tour en lui faisant mille caresses. Tous, depuis les officiers jusqu'aux soldats, décidèrent spontanément et d'un commun accord que l'enfant serait adopté par la compagnie, et qu'on prêterait une cotisation sur la solde de chacun pour subvenir à ses besoins. Ce fut la femme du sergent Pommier qui se chargea de lui servir de mère.

Les gardes républicains songèrent à tout: un des leurs, le sergent Royer, fut chargé de faire les démarches nécessaires pour régulariser légalement l'adoption; il s'entendit ensuite avec M. le curé de Saint-Paul pour faire baptiser l'enfant. Cette cérémonie s'est faite hier avec une certaine pompe. Les pères adoptifs désiraient qu'elle eût lieu sous l'arbre de la liberté; mais ils se sont rendus à l'observation qu'on leur a faite que le nouveau chrétien devait être présenté sur les fonts baptismaux, selon les rites de l'Eglise. Il avait pour parrain le sergent Ladelnet, de la compagnie lyonnaise, et pour marraine la citoyenne Pommier. On lui a donné les noms de Louis-Joseph Célestin Saint-Just. Ces deux derniers noms sont empruntés à celui de la caserne et à celui de la compagnie.

Non-seulement M. le curé de Saint-Paul n'a rien voulu recevoir pour les frais de la cérémonie du baptême, mais il a désiré encore contribuer par son offrande à la bonne œuvre des gardes républicains, qui ont terminé cette petite fête de famille par un joyeux banquet.

(Le Siècle.)

Le citoyen Desbled, sous-lieutenant de la 7^e compagnie du 6^e bataillon 2^e légion de la banlieue, a fait abandon à la caisse des travailleurs d'une créance de 116 francs qui lui est due par la commune de Montmartre depuis dix-huit ans.

Dans un état bien organisé, il n'existe point, à proprement parler, de pouvoir exécutif, mais une agence, mais un instrument pour l'exécution, sous la dépendance absolue du jugement et de la volonté, qui sont les deux facultés de l'âme, les attributs capitaux de la souveraineté.

Le despotisme ressemble à ces animaux incomplets qui n'ont qu'un organe pour toutes les fonctions de la vie, tandis que la République peut se comparer à ces êtres plus parfaits chez qui la diversité d'organes multiplie l'existence et leur permet d'apprécier chaque chose sous des rapports différents.

AUGUSTE BILLIARD.

DE LA MAGISTRATURE ASSISE.

Tous les publicistes ainsi que les jurisconsultes se sont accordés à dire qu'après le pouvoir législatif le pouvoir judiciaire était celui dans lequel se trouvait la principale garantie de la société. En effet, c'est lui qui est l'arbitre de la vie, de la liberté et de la fortune des citoyens, interprète de la loi, ses arrêts obligent tout le monde, le souverain lui-même, qu'il soit un ou multiple, doit y obéir.

Ces principes incontestables et d'éternelle vérité, sans lesquels nulle société n'est possible, font assez pressentir que la magistrature d'un pays doit être: 1^o homogène avec le principe vital et politique de ce même pays; 2^o qu'indépendamment du bon sens naturel, de l'intelligence et de la droiture d'esprit, on doit avoir une connaissance claire, solide et en ordre des définitions des principes et des règles des diverses natures du droit, afin de posséder la liaison des règles à leurs principes et d'en savoir faire l'explication aux questions qui sont à juger.

C'est en vain que l'ignorance et la caste privilégiée de tous les temps ont prétendu que le bon sens suffisait pour faire un bon magistrat: c'est la science seule, car sans la science du droit,

le meilleur sens ne saurait suffire pour entraîner et juger les difficultés, ni pour suppléer à la connaissance de plusieurs règles, qui, étant simplement arbitraires, doivent être connues et suivies précisément, sans que le bon sens puisse faire savoir ce qui est réglé.

Comment se fait-il dès lors que depuis la révolution de février, l'on ait maintenu et l'on ait encore l'intention de maintenir la pépinière de magistrats qui nous rend la justice?

Son origine appartient à l'empire, à la restauration et à la corruption de Louis-Philippe. Il est inouï, disons-nous, que cet état de choses puisse être toléré. Pas un de ces juges n'a le sentiment républicain. Il est donc tout à fait contraire au principe vital de notre jeune République. Est-ce par la science qu'ils brillent? Oh! loin de là: il n'est pas un jurisconsulte en France, et malheureusement ils sont bien rares, car depuis longtemps la science a courbé le front devant le métier et la marchandise, qui n'ait à déployer sur l'ignorance crasse et même parfois insolente de la magistrature d'aujourd'hui, qu'en mobilité dans la jurisprudence, du tribunal suprême, sur la question d'adoption des enfants naturels reconnus, sur celle de la révocation pour cause d'ingratitude, des donations entre époux par contrat de mariage, et mille autres causes encore. N'a-t-on pas jugé et déjugé plusieurs fois la même chose? n'a-t-on pas vu, et nous pourrions citer la peronne, mais nous ne voulons pas être indiscret, un tribunal interpréter les expressions *père de famille*, qui se rencontrent fréquemment dans nos lois, notamment au titre des servitudes, dans le sens d'un homme marié qui a ou n'a pas d'enfants?

Cette cour de Paris, où récemment encore l'on a fait entrer des créatures telles que les Perrot (de Chelles) et Turbat, n'est-elle pas celle dont les arrêts sont le plus fréquemment cassés par la cour suprême? Est-il un seul avocat à la cour de cassation de bonne foi qui puisse nous démentir? En est-il un seul qui dans le sein de son cabinet ne gémissent sur la pauvreté et la misère de la science de notre magistrature? Qu'on ne craigne donc pas de tout démolir; l'on trouvera toujours aussi bien, si l'on ne trouve pas mieux. Dans tous les cas l'on aura au moins des hommes qui n'auront pas prêté serment à tous les régimes.

Quant au mode à choisir pour l'organisation, nous la traiterons dans un second article.

AIDE AU TRAVAIL.

La misère augmente... elle prend des proportions énormes, et il serait criminel de rester impassible et confiant en face du danger que court la société. Nous engageons donc le pouvoir, qui est chargé de veiller au maintien de la tranquillité, à la défense des droits de tous et de chacun, à laisser de côté ses préoccupations personnelles pour penser au peuple qui souffre et qui est à bout de résignation. La sécurité dont nous jouissons n'est qu'apparente... L'agitation, sourde encore, menace de se montrer en plein jour.

Citoyens ministres, avisez. Vous pouvez encore empêcher l'explosion de la guerre civile. Les grands propriétaires, qui sentent le danger de la situation, sont convaincus que la résignation du peuple a sauvé la France, et que s'ils ne font pas quelques sacrifices à la patrie, ils la perdront avec eux.

Citoyens ministres, vous avez rendu un décret qui en établit le principe. Concluez en fixant pour chacun la limite du sacrifice. En France, tout le monde est prêt: les riches à donner une partie pour conserver l'autre, les prolétaires à se mettre au travail pour conquérir le bien-être.

Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire décrète:

Art. 1^{er}. Les fonctionnaires et employés qui, du 25 février au 25 juillet de la présente année, auront été réformés pour cause de suppression d'emploi, de réorganisation, ou pour toute autre mesure administrative qui n'aurait pas le caractère de révocation ou de destitution, pourront obtenir pension s'ils réunissent vingt ans de services, dont quinze ans au moins entièrement accomplis dans la partie active ou vingt-cinq ans indistinctement accomplis dans la partie active ou sédentaire. Cette pension sera calculée pour chaque année de service civil à raison d'un sixième du traitement moyen des quatre dernières années d'exercice. En aucun cas elle ne devra excéder le maximum de la pension de retraite affectée à chaque emploi.

Art. 2. Ceux des fonctionnaires et employés réformés qui ne comptent pas la durée de service exigée par l'article précédent obtiendront une indemnité temporaire, réglée dans les proportions fixées par ledit article, et dont la jouissance sera limitée à un temps égal à celui de la durée de leurs services dans le ministère ou l'administration où se terminera leur activité.

Art. 3. Les pensions concédées en vertu de l'art. 1^{er} ci-dessus seront éventuellement reversibles sur la tête des veuves et des enfants des titulaires, aux conditions du règlement général du 12 janvier 1825.

Art. 4. Mesures transitoires. La moitié des économies obtenues par suite de réorganisation ou de suppressions d'emplois pourra être spécialement affectée au service des pensions et indemnités concédées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement provisoire

Décrète:

A partir du 1^{er} juillet prochain, la taxation des employés de tous grades et les remises des entre-

poseurs de tabacs et de poudre à feu cesseront d'être alloués. Une partie du crédit affecté à cette dépense pourra être appliquée à la fixation des appointements qui aura lieu à la même époque par suite d'une nouvelle classification des emplois. Les sommes représentant les indemnités pour frais de tournée et pour entretien d'un cheval ce seront d'être comprises dans les appointements : elles seront traitées, en conséquence, du chap. LIII du budget *Personnel*, et reportées au chap. LV, *Dépenses diverses*.

Le Gouvernement provisoire, Informé que le décret du 2 mai, relatif aux sous-officiers et officiers de la garde républicaine, n'est pas exactement interprété,

Décrète : Art. 1^{er}. Les sous-officiers et officiers de la garde républicaine n'ont été assimilés à ceux de l'armée qu'en ce qui concerne les insignes qu'ils doivent porter, l'avancement et les pensions qu'ils sont susceptibles d'obtenir dans le corps.

Art. 2. La garde républicaine demeure d'ailleurs entièrement distincte et séparée de l'armée de ligne.

Paris, le 3 mai 1848.

FINANCES.

(Voir notre numéro d'hier.)

Par la constitution de ces banques, l'Etat, à la vérité, ne ferait aucun bénéfice, puisque toute sa mission n'aboutirait, en définitive, qu'à donner aux travailleurs des lettres de crédit. Mais son bénéfice réel se trouverait dans l'organisation féconduite du travail et dans l'accroissement de la richesse publique. En un mot, ce serait l'océan dont l'évaporation est la cause de ces pluies qui enrichissent la terre, qui alimentent les rivières et remportent dans leurs veines le sang du globe au cœur de l'océan.

Ainsi donc une crise financière est impossible avec l'établissement des banques nationales : elle ne peut naître qu'avec des établissements de l'individualisme, c'est-à-dire essentiellement égoïstes, comme ce fut la banque de France par exemple. N'est-il pas absurde que le crédit de l'Etat, celui d'un pays qui possède près de deux cent milliards de valeurs en propriétés mobilières et immobilières, soit à la merci d'une banque qui n'a que 67,900,000 francs de capital, à laquelle on permet de mettre en circulation pour quatre fois plus de papier, c'est-à-dire de prélever sur le commerce 16 p. 100 au moins d'intérêts de son capital primitif ? Bien plus, la République de février veut d'accorder à cet établissement le privilège d'un papier ayant cours forcé, c'est-à-dire le privilège de battre monnaie, privilège inaliénable qui ne doit appartenir qu'à l'Etat. Enfin, pour combler la mesure, on vient de réunir forcément à la banque de France toutes les banques départementales. Ainsi, une nouvelle crise arrivant, on va faire dépendre du sort de la banque de Paris celui de toutes les banques de province et jeter plus tard une perturbation dans tout le commerce. Tels sont les effets d'un système financier que l'on s'obstine à suivre en se laissant conduire dans l'ornière tracée par les Louis, les Rois, les de Villèle, les Humann, etc., tous les ministres des Bourbons, qui en définitive nous ont laissé le bilan de la royauté avec un budget de quinze cent quarante-quatre millions. Remarquons bien que les banques particulières ne recherchent dans toutes leurs opérations que le bénéfice de leurs actionnaires, sans s'inquiéter du sort des travailleurs, tandis que les banques de l'Etat feront une opération inverse. Tout en développant le travail, le gouvernement surveillera les associations et les dirigera, augmentera ou diminuera son crédit suivant les circonstances, et il ne dépendra alors que de chacun de participer par son activité et son intelligence au bienfait du crédit ouvert à tout le monde.

Loi de nous la pensée de vouloir porter une atteinte quelconque à quelque établissement que ce soit. La République ne peut songer qu'à édifier, non à détruire ; mais tout citoyen, quelle que soit sa puissance, doit se soumettre à la loi de l'égalité ; et si par suite de l'application de cette loi, quelque établissement disparaît, c'est qu'alors il n'aurait été fondé que sur des bases privilégiées, par conséquent contraires à l'intérêt de tous.

Nous examinerons plus tard l'impôt proportionnel et progressif, sur le principe duquel tout le monde est d'accord. Disons seulement en passant qu'au lieu d'imposer les obligations hypothécaires, on aurait dû se servir de ces obligations comme éléments de cet impôt et obliger chaque citoyen à faire la déclaration de leur avoir mobilier, afin que l'Etat pût les imposer comme tous les citoyens. Par ce moyen on serait arrivé à une solution prompte et immédiate, tandis que les recherches à faire dans les bureaux de conservation des hypothèques nécessiteront un temps excessivement long ; ce retard s'augmentera encore par les nombreuses réclamations qui s'élèveront, et en matière d'impôts, la célérité est une des conditions à remplir.

Salut et fraternité.

SCIPION DUMOULIN.

Nota. Dans cet article, on a imprimé le crédit des bons, au lieu de crédit de tous ; payables à imputation, au lieu de payables par imputation, etc.

Départements.

Nous recevons à l'instant même une lettre de Tours qui nous montre cette ville en pleine réaction. La nuit, les troupes font des patrouilles formidables, comme s'il s'agissait de repousser

des attaques à main armée. Comme en 1832 et 1834, on traque les républicains, non plus sous ce titre, comme à cette époque : aujourd'hui on les appelle communistes. Il n'y a que le nom de changé. On enveloppe ainsi dans une même proscription tous les citoyens dont on redoute l'énergie. Non, craignons d'être, pour la deuxième fois en vingt ans, dupes d'une bourgeoisie égoïste et cupide, qui ne voit dans notre révolution qu'une nouvelle curée de pices.

— Laissons aux partis qui vont mourir les conspirations de la pensée. La France républicaine n'a pas à s'occuper des pygmées qui veulent l'attaquer par derrière ; elle s'avance vers sa destinée d'un pas ferme et sûr. Si des violences nouvelles se commettent, si le sang du peuple coule encore, nous aurons du moins la satisfaction de dire que la terreur est sortie des flancs de la contre-révolution et que le peuple est resté pur, qu'il ne compte pas un assassin dans ses rangs.

Notre politique est de celles qui se proclament au grand jour, qui se passent de profession de foi. Depuis longtemps l'œuvre a marché pour nous d'accord avec les paroles. Oui, nous voulons la République, la République démocratique, nous la voulons à tout prix ; cette sublime conquête, nous saurons la défendre et la garder. Mais ce serait méconnaître la puissance de nos principes, insulter à la conscience nationale que de craindre le triomphe des ennemis de la Révolution. Ils peuvent commettre ça et là des excès, appeler au besoin la violence au secours de leurs habitudes de trahison, mais qu'importe ? La force est dans le peuple et dans la vérité. Il a fallu des centaines de siècles de souffrance à l'humanité pour lui apprendre ses droits et ses devoirs : le peuple peut bien souffrir encore quelque temps pour mieux apprendre à distinguer ses amis et ses ennemis ; il est assez fort pour pardonner l'outrage, pour répondre par le calme aux provocations. Nous le répétons, le peuple se vengera de ceux qui le calomnient et qui le frappent en les forçant d'être heureux et libres, en les associant aux bienfaits de la démocratie. Voilà comment nous entendons l'avenir ! (Impartial du Nord.)

— Les premiers jours qui ont suivi la révolution de février nous ont offert un spectacle qui, de prime abord, devait réjouir les hommes amis de la paix et du bien ; c'était un concert unanime de cris d'espérances, pleins d'accord et d'harmonie ; les vaincus eux-mêmes venaient à nous, imploraient l'oubli du passé et s'offraient à marcher sous la bannière républicaine. Cependant l'observateur sévère, celui qui ne borne pas ses investigations à l'examen de l'enveloppe, pressentait déjà le mensonge et la trahison ; son oreille inquiète analysait chacun de ces sons, étonné qu'il était d'entendre les cris d'anathème et de mort vociférés la veille, sortir le lendemain des mêmes bouches convertis en hymnes d'allégresse et d'amour. Aussi l'illusion n'a pu être de longue durée ; peu à peu les soldats du privilège, courbés sous la rafale populaire, se sont redressés ; leur soumission momentanée à l'orage de la révolution s'est transformée en insolence lorsqu'ils ont senti que l'aquilon était devenu zéphir. Nous devons l'avouer, c'est avec honneur que nous avons vu ces ennemis de la veille, alliés d'un jour, quitter nos rangs, arracher la cocarde qu'ils nous avaient mendée et se camper fièrement devant nous ; on aime à regarder son adversaire en face.

(L'Ami du Peuple. — Metz.)

— Nous n'avons pas cru devoir dédaigner les deux anecdotes qui suivent.

M. Valette disait à Paris à un de nos concitoyens : « Ma candidature dans le Jura n'a aucune chance de succès, je le sais ; je la regarde comme perdue. Il ne me reste plus qu'un espoir, une ficelle pour la soutenir, c'est le clergé ! »

Le clergé, au lieu d'une ficelle, lui a tendu un câble qui l'a tiré du fond des abîmes de l'inconnu et l'a traîné triomphalement au port.

Une dame allant voir la sœur de M. Chevassu la félicita sur l'élection de son frère : « Mais, ajouta-t-elle, M. Chevassu est-il républicain ? Je l'ignore ! — Oh ! répondit la sœur de l'élu, mon frère est trop honnête homme pour être républicain. E sempre bene. »

(Le Républicain du Jura.)

— Nous apprenons de source positive qu'à Parthenay, surtout, on s'est livré en plein vent à des actes de corruption par trop palpables, et qu'une protestation était déjà dressée et signée par une foule de citoyens lorsque le dépouillement du scrutin est venu donner gain de cause aux candidats républicains et condamner ainsi les efforts des meneurs les plus audacieux. On travaillait, dit la chronique de ce pays, dans l'intérêt du parti contre-révolutionnaire avec plus d'ardeur peut-être que l'on ne travaillait, il y a deux ans à peine, contre les candidats de l'opposition. C'était un scandale affligeant, et ce scandale, dont l'origine est facile à découvrir, aurait infailliblement amené une collision si l'urne n'avait victorieusement déjoué les coteries et leurs agents.

Que les incrédules aillent d'ailleurs à Parthenay, et bientôt leur incrédulité fera place à une conviction qu'ils redoutent, mais qui sera pourtant inévitable.

(L'Echo du peuple.)

Valenciennes, 3 mai. — La réception à Valenciennes des compagnies du 34^e de ligne, revenues de Paris avec le drapeau qui leur a été donné par le Gouvernement provisoire lors de la fête civique du 20 mars, a été dans notre ville l'occasion d'une alliance toute fraternelle entre l'armée et la garde nationale. Ainsi que nous l'avons dit, la milice citoyenne a envoyé au devant des deux compagnies d'élite dépositaires du drapeau sa musique, son état-major, ses sapeurs, ses gendarmes, ses sapeurs-pompiers et de canonniers et sa

garde nationale à cheval. Le 34^e régiment de ligne tout entier s'était porté au devant du drapeau et se trouvait rangé en bataille près de la colonne Dampierre ; c'est sur le tombeau même d'un général en chef de la République, et près qu'au jour anniversaire de sa mort glorieuse, arrivée le 8 mai 1793, que le brave colonel du 34^e a remis à son régiment le drapeau qu'il venait de recevoir, et a fait jurer aux officiers, sous-officiers et soldats de le défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Les paroles chaleureuses et entraînantes du colonel ont été au cœur de tous ses soldats, pour lesquels cette réception du drapeau était un véritable jour de fête. Chaque militaire formant l'escorte de l'étendard portait un bouquet de fleurs printanières dans le canon de son fusil. La garde nationale, animée du meilleur esprit, a fait entendre plusieurs fois le cri de *Vive l'armée ! vive la ligne ! et le 34^e régiment*, qui déjà depuis six semaines partage le poste de la place avec nos citoyens et fait le service en commun, a répondu par le cri de *Vive la garde nationale !* (Echo de la frontière.)

— Ainsi que nous le disions ces jours derniers, l'aristocratie lève arrogamment la tête et s'efforce de vouloir dominer le peuple comme autrefois, de toute sa hauteur. Le résultat des élections lui fait chanter victoire sur un ton qui ne peut moins être fraternel. Tout ne se borne pas là : des paroles de triomphe, l'aristocratie passe aux faits. Voici qu'une réorganisation des cadres de quelques compagnies de la garde nationale est en voie de projet, si elle n'est pas déjà en cours d'exécution. On veut sans doute en exclure tous ceux qu'on est convenu de nommer *communistes*, et par suite déposséder les ouvriers des quelques grades que le peuple leur avait confiés. Les plus subtiles prétextes, les plus perfides insinuations sont mis en jeu pour arriver à ce résultat.

Nous apprenons même que de guerre las, des cadres de compagnies presque entières ont donné leur démission ou se proposent de la donner incessamment.

Dans un moment aussi critique que celui où nous nous trouvons, il nous est impossible de ne pas voir la-dessous les manœuvres du parti qui n'a jamais cessé de travailler d'une façon plus ou moins occulte contre nos libertés, et qui voudrait nous reporter à 1834, si ce n'est à pis encore. Aussi nous ne saurions trop recommander aux hommes sincèrement patriotes de ne pas trop se préoccuper de ces tracasseries et de rester quand même à leur poste, afin qu'il ne soit pas dit qu'une garde nationale démocratique est impossible, et surtout pour qu'au jour du danger leur nombre puisse imposer à nos ennemis et que les armes que la patrie a données au peuple pour la défense de ses droits ne deviennent pas un instrument de despotisme et de tyrannie.

(Le Peuple souverain de Lyon.)

— Seront-ils à la hauteur de leur mission les étranges représentants choisis d'un parti libéral des derniers temps, parmi les légitimistes arriérés, au sein du juste-milieu qui naguère opprimait la France, ou bien entre les débris de l'Empire ? Nous le voudrions, et nous doutons. Sous l'Empire, l'esprit national se résumait dans un homme, le chef et le dieu des soldats. La Restauration n'a laissé à ses partisans qu'un principe, celui du droit divin, en hostilité avec l'esprit de liberté et d'égalité. Les opposants du gouvernement de juillet arrivent avec les pensées restreintes des dernières chambres, avec cette phraséologie aux mots vides, vide d'idées ; tout glorieux de longs discours coulant comme un bain d'eau tiède.

Que peuvent-ils pour l'avenir ces hommes tout parfumés des suaves discours de Mauguin, de Thiers ou de Guizot ? Quelle puissance aura l'accord avec ses sermons qui ne savent être ni catholiques ni philosophiques ? Quel empire exercera Berryer, ce rayon qui s'éteint ? Verra-t-il le pôle se tournera Odilon Barrot maintenant que Thiers n'est plus à son banc ? De quel côté portera-t-il son cœur honnête et sa politique pleine d'hésitation qui l'a fait tour à tour combattre et accepter les mêmes idées ? Où ira Michel (de Bourges), dont les premiers pas furent une erreur, le premier combat une défaite ? A quel rôle aspirera Billault, qui crut un moment avoir fait la conquête d'un portefeuille et dont la voix fut si vite étouffée ? Et tant d'autres champions d'un tournoi parlementaire, occupant la tribune pour y briller, sans songer aux intérêts du pays ? Tous ces débris de quatre régimes et des derniers parlementaires pensent-ils avoir à faire que de la politique et vont se trouver en face de questions sociales encore mal étudiées.

(Le Censeur de Lyon.)

— L'Indépendant de l'Ouest contient un article dont nous extrayons les propositions suivantes :

« Nous croyons que la France est monarchique ; que la France doit revenir au principe de la royauté si elle ne veut pas périr. Nous croyons que la royauté doit reposer sur la légitimité, que le duc de Bordeaux est aujourd'hui la personnification de ce principe ; que si le duc de Bordeaux mourait sans descendant mâle ou refusait la couronne, le comte de Paris serait le représentant du principe de la royauté légitime. Nous croyons que la République, en entendant par ce mot la négation du principe monarchique, est une forme de gouvernement inapplicable en France ; que la France n'a pas le tempérament fait à la République ; que les mœurs, les traditions, le caractère des habitants, la constitution territoriale sont autant d'obstacles à l'établissement de cette forme de gouvernement ; que la République en France sera toujours le gouvernement d'une faction imposant ses passions et ses volontés à la nation, compromettant la commune de Paris se substituant à la volonté du pays... »

Compte rendu des Clubs.

CLUB DÉMOCRATE FRATERNEL DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE, siégeant rue Charonne, à l'école primaire.

Le citoyen Lalou, président, prend la parole en ces termes :

« Nous avons renversé une monarchie corrompue pour obtenir une République vierge du gaspillage des deniers publics, et dans la candeur de nos croyances, nous avons même pensé que les peines et les privations ne seraient plus le partage de quelques-uns, c'est-à-dire que le nécessaire remplacerait l'abondance chez le haut fonctionnaire lorsque la misère serait au sein du pays.

« Des fonctionnaires largement rétribués n'ont pas craint de franchir le seuil de l'Assemblée nationale en conservant le cumul des deux traitements, et c'est deux mois après la Révolution que nous devons rappeler aux fonctionnaires républicains que la plus belle vertu civique est le dévouement désintéressé à la chose publique ! Avec huit francs par semaine que reçoit un malheureux ouvrier, aux premiers nationaux, peut-il nourrir femme, enfants et lui-même ? Des gens qui se disent démocrates reçoivent des traitements de 10, 15, 20, 25 mille francs, et n'ont pas même renoncé aux 25 francs par jour comme représentants. Il appartient au faubourg Saint-Antoine de prendre l'initiative ; il doit prouver que s'il sait faire des barricades le jour de l'insurrection, il sait discerner les faux semblants de ceux qui se disent ses amis lorsque l'organisation commence. Je me résume donc, attendu que le mandat de représentant à l'Assemblée nationale est un honneur insigne que tout bon Français doit rechercher au prix même de l'intérêt privé, je demande que pendant la session, les émoluments du fonctionnaire représentant soient acquis à l'Etat, qui a besoin d'argent : 25 francs par jour lui suffisent. Ces retenues viendront en aide à l'industrie et aux malheureux travailleurs. Je me réserve avant la fin de la session de formuler une demande sur les incompatibilités.

« Peut-être que ceux-là qui cherchent à repousser du haut du pied la démocratie, en cherchant l'absolution de leur origine dans des légions plus élevées, crieront aux passions égoïstes ou aveugles ; mais aujourd'hui ce ne sont pas des banquetts que nous demandons, c'est un emploi équitablement réparti des deniers de tous. L'Etat est votre caissier, c'est un devoir de surveiller son bilan. »

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

Le Club démocrate fraternel du faubourg Saint-Antoine, dans sa séance de jeudi a unanimement adopté une protestation en termes énergiques contre l'élection du citoyen Schmit, réclamant non-seulement son exclusion mais encore l'application de la loi pour usurpation du le mensonge et la fraude de fonctions publiques.

Une adresse en faveur de la Pologne est également adoptée.

Tous les citoyens du département du Nord habitant Paris sont priés de se réunir mardi 9 courant, à 7 heures et demie du soir, rue Martel, 9, pour l'examen de questions importantes.

Le Club des intérêts du peuple tiendra sa prochaine séance mardi 9 courant, sous la présidence du citoyen Cartelier, avocat à la cour d'appel de Paris.

Le club se réunira à 8 heures précises du soir, dans le local de l'institution des Sœurs Muets, au 12^e arrondissement, et continuera ses séances les jeudis et samedis à la même heure.

Le club s'occupera des travaux de l'Assemblée nationale, et il a principalement pour but de développer dans l'esprit du peuple les principes de la nouvelle constitution qui sera donnée à la France.

CARTELIER.

CLUB RÉPUBLICAIN DES OUVRIERS ALSACIENS.

Le président, Ley, le bureau et tous les membres du club, invitent tous les ouvriers, surtout les Alsaciens, de se présenter au club, rue de la Vieille-Monnaie, 12, quartier des Halles, tous les jeudis, à 7 heures du soir, et les dimanches à 2 heures. On s'occupera des importantes questions de la situation actuelle.

Ne pas confondre avec le club qui siégeait à la Douane, qui n'a aucun rapport avec le club des Ouvriers.

Vive la République !

BULLETINS SECRETS DE LA POLICE DE LOUIS-PHILIPPE.

La Revue rétrospective a pris, on le sait, la mission spéciale de publier les pièces les plus curieuses trouvées dans les ministères ou aux Tuileries le 24 février.

Sa dernière livraison contient les bulletins suivants, qui, sous le titre de *surveillance générale*, étaient adressés à Louis-Philippe par le préfet de police :

« 15 février 1848. — Aucun trouble dans Paris. La tranquillité règne dans la population ; il y a cependant quelque inquiétude par suite de la lecture des journaux et de l'agitation qu'ils cherchent à fomenter.

« 14 février. — Il y a assez d'inquiétude dans les esprits, sans cependant qu'il y ait de l'agitation. Les classes ouvrières sont occupées et répondent peu à l'agitation qu'on cherche à leur imprimer.

« 15 février. — Il règne dans Paris un sentiment d'assez vive inquiétude causée par l'appréhension de quelques troubles possibles à l'occasion de la fête de la République; cependant l'apparence de la population est assez tranquille. — Il y a peu d'étrangers à Paris; les marchands se plaignent de ne pas vendre; il y a peu d'activité dans les transactions commerciales.

« 16 février. — Aucune érection nouvelle. Paris continue à être inquiet, mais sans émotion apparente.

« 17 février. — La population de Paris est toujours fort inquiète et assez agitée. Plusieurs réunions ont eu lieu parmi les diverses nuances de l'opposition pour s'occuper d'une grande manifestation. Rien encore n'a été décidé à ce sujet. Les affaires sont suspendues, et les marchands ne vendent rien.

« 18 février. — Toujours beaucoup d'inquiétude dans Paris; mais beaucoup d'incertitude et de division dans les projets de diverses nuances de partis qui s'occupent du banquet et de la manifestation décidément fixée à mardi, sauf nouvel ajournement. Ils continuent à exprimer l'intention de ne pas se livrer à des troubles et font à leurs adhérents des recommandations dans ce sens, tout en les poussant à figurer dans la réunion, qu'ils cherchent à rendre très nombreuse.

« 19 février. — Tous les différents quartiers de Paris sont parfaitement tranquilles; aucune apparence de troubles; mais l'inquiétude est très grande. Les affaires sont entièrement suspendues.

« 20 février. — Continuation de tranquillité, mais toujours la même inquiétude. On ne remarque aucune émotion nouvelle parmi les ouvriers; cependant beaucoup d'entre eux ont l'intention d'aller mardi se joindre à l'attroupement qui se réunira sur la place de la Madeleine pour aller aux Champs-Élysées.

« 21 février. — (Manque.)

« 22 février. — La journée a été bien difficile. Cette nuit les travaux de la tente destinée au banquet réformiste ont été poussés jusqu'à une heure du matin. A cette heure ils ont cessé. Quelques curieux sont venus sur ce point, mais sans désordre.

« La tranquillité publique paraissait devoir durer, lorsque vers dix heures, quelques étudiants et un certain nombre d'hommes en blous sont sortis du quartier latin, se dirigeant sur la Madeleine. Arrivés sur ce point, ils ont proféré des cris divers dans une intention hostile, et peu à peu des groupes nombreux se sont formés, qu'il a fallu disperser. Les curieux, comme de coutume, étaient en grand nombre et gênaient l'action de la force publique. Le rassemblement s'est alors divisé : une portion s'est portée sur la chambre des députés, dans laquelle elle a pénétré un instant et dont elle a été repoussée par la troupe envoyée dans ce but; une autre s'est dirigée vers le quartier latin pour aller à l'école Polytechnique, contre laquelle elle a lancé quelques pierres qui ont causé quelques vifs. Elle a aussi jeté des proclamations par-dessus les grilles. Dispersée par une charge de garde municipale, ce rassemblement s'est reformé de nouveau; il a passé les ponts et a traversé le quartier Saint-Martin, où il a répandu un grand effroi.

« Sur la place de la République, des individus sont réunis en grand nombre. Augmenté encore par des curieux et des ouvriers en chômage, l'attroupement est devenu formidable. Il a attaqué des postes, élevé des barricades et allumé un incendie. Chargé plusieurs fois par la troupe de ligne et la garde nationale à cheval, il s'est replié sur la rue de Rivoli, où il a élevé des barricades, ainsi qu'à la rue Saint-Honoré, depuis la place Beauvau jusqu'à la rue de la Monnaie. Plusieurs fois dispersé, il se reformait toujours. A la fin parvint un grand nombre de boutiques d'armuriers dans la rue Saint-Honoré et sur le quai de la M. gisserie, malgré les charges continuées qu'il essaya.

« D'autres rassemblements se sont encore formés dans la rue Bourg-l'Abbe, près du magasin de l'épave, armurier, où une barricade a été formée et enlevée très-bravement par la garde municipale, qui a essuyé un feu très-vif. Un homme a été tué sur ce point, du côté des insurgés.

« Sur d'autres points encore on a pillé des boutiques et des maisons, et partout, sur leur passage, les émeutiers ont brisé les réverbères et les lanternes à gaz. Ils ont brûlé le corps-de-garde de la rue de Ponthieu, la barrière de Courcelles et tous les jeux des Champs-Élysées.

« La garde nationale a assez bien répondu à l'appel; cependant certaines légions n'ont pas répondu. La troupe de ligne a été très-bien, et la garde municipale excellente de patience et de bravoure.

« Les Batigolles ont été attaquées par des pillards qui ont été combattus par des gardes nationaux qui les ont bravement repoussés.

« Espérons que la journée de demain se passera sans troubles! Nous ne l'espérons guère.

Variétés.

AGRICULTURE

DE L'ENSEIGNEMENT AGRONOMIQUE EN FRANCE.

Le citoyen Barrat nous remet des notes manuscrites d'où nous extrayons le projet d'organisation qui suit.

1° Etablissement de fermes-écoles dans chaque commune à l'aide d'un terrain de six hectares au moins. Ce terrain pourrait être pris sur les biens communaux ou affermé à très-long bail avec le traitement accordé à l'instituteur.

2° Cette ferme-école serait travaillée au moyen de journées de prestation fournies par la commune et à l'aide des enfants qui y seraient em-

ployés une ou deux heures par jour.

3° Toutes les récoltes appartiendraient à l'instituteur.

4° Réorganisation des sociétés et des comices agricoles; création dans chaque commune de comices d'agriculture fondés sur le principe de l'élection populaire.

5° Suppression des primes actuelles d'encouragement, qui ne sont accordées qu'à la faveur ou aux hommes riches.

Au chef-lieu de département et près de l'école normale, on affermerait une propriété de quinze à vingt hectares destinée à l'enseignement pratique de l'agriculture.

Tous les élèves de l'école normale seraient obligés d'y consacrer deux heures de travail au moins par jour.

Supposons que le nombre des élèves soit de cinquante, leur travail sera égal à celui de dix hommes travaillant toute la journée.

Cette ferme, administrée par le comité permanent d'agriculture, serait exploitée au profit du département. Celui-ci, par les bénéfices qu'il retirerait du travail des élèves, pourrait pourvoir gratuitement à leur instruction pratique.

Si le Gouvernement ne pouvait acquérir cette propriété, il l'affermierait par un bail à long terme.

Une partie de la propriété serait affectée à l'expérimentation des divers amendements, engrais et systèmes d'assolement.

Les bénéfices réalisés sur la ferme formeraient le traitement d'un ou de deux professeurs d'agriculture.

Ce projet exige quelques développements.

Dans la plupart des communes de France il existe des biens communaux qui ne rapportent presque rien. On y fonderait des fermes-écoles.

Ces terrains seraient d'abord frichés au moyen de journées de prestation extraordinaires.

Tous les cultivateurs se prêteraient d'autant plus volontiers à ces travaux qu'en les exécutant ils s'affranchiraient à l'avenir de l'impôt qu'ils payent pour le traitement de l'instituteur.

L'Etat y gagnerait en accroissement de production, résultat de la mise en culture immédiate des terrains vagues et inféconds.

Dans le cas où il n'y aurait pas de biens communaux, on affermerait, comme nous l'avons déjà dit, pour créer la ferme-école, six hectares au prix de 5 ou 400 francs, ce qui représente le traitement accordé à l'instituteur.

Les travaux de menue culture seraient faits par les enfants de l'école, qui y consacraient environ deux heures par jour et recevraient ainsi des leçons d'agriculture pratique.

Les gros travaux seraient obligatoires pour toutes les personnes valides de la commune.

De son côté, l'instituteur serait tenu d'ouvrir le soir, une ou deux fois par semaine, un cours gratuit d'agriculture pour les adultes.

Les fermes-écoles seraient placées sous la direction du conseil général du département, qui leur imprimerait une direction en rapport avec les progrès de l'agriculture.

Sur les fonds disponibles de la commune, une somme de 2 000 francs serait attribuée à l'instituteur pour l'achat des instruments aratoires et du bétail de la ferme-école.

Dans le cas où la commune n'aurait pas de fonds disponibles, elle serait autorisée à emprunter cette somme et à l'affecter à cet objet.

L'instituteur pourrait être obligé d'en payer l'intérêt.

Une assurance établie par l'Etat contre la mortalité du bétail garantirait les communes contre la perte de ce capital.

La prime serait payée par l'instituteur.

Un état des objets alloués à l'instituteur serait dressé par les conseils d'agriculture.

L'instituteur serait, à ses frais, chargé de leur entretien et de leur remplacement.

Tous les produits de la ferme lui appartiendraient ainsi que les bénéfices qu'il réaliserait sur le bétail.

Toutes les distributions d'arbres, d'engrais, etc., faites par les sociétés d'agriculture seraient exclusivement réservées à l'avenir pour les instituteurs communaux.

Examinons maintenant les produits qu'on peut retirer de six hectares bien cultivés.

Six hectares affermés en terre, de moyenne qualité, coûteraient, à 60 fr. l'hectare, 360 fr.

Ces six hectares peuvent être cultivés ainsi qu'il suit :

Deux hectares en blé ;	
Id. id. en prairies artificielles ;	
Un hectare en méteil grain ;	
Un hectare en plantes sarclées ;	
Les deux hectares en blé, si la terre est bien travaillée, bien fumée, donneront 40 hectolitres, à 20 fr. l'hectolitre.	800 fr.
Les deux hectares de luzerne, 18,000 kil., à 40 fr. les 1,000 kil.	720 »
Un hectare de méteil grain, 25 hectolitres, à 8 fr.	200 »
Un hectare, récolte sarclée, 6 000 kil. betteraves, à 8 fr. les 1,000 kil.	480 »
Total.	2,200 fr.

Ces six hectares peuvent facilement nourrir cinq à six bêtes à cornes, dont deux bœufs pour le labourage et le charroi des récoltes.

Ces terres, bien fumées, bien amendées, parfaitement travaillées, acquerront en peu d'années une grande valeur et donneront des produits de plus en plus abondants.

Les fumiers devront être augmentés par les grandes herbes, les foin de paille, l'engrais recueilli sur les grandes routes, toutes choses faci-

les et gratuites, en utilisant suivant leur force le travail des élèves.

Cent journées de prestation suffisent pour travailler une terre d'une aussi petite étendue; mais pour ne point rester en deçà de la vérité, portons-en le nombre à 300.

Il est peu de communes en France qui ne comptent au moins 150 individus valides, ce qui ferait pour chacun deux journées de travail dues à la ferme-école.

Retenons 100 fr. sur le produit de la ferme pour payer l'intérêt du capital de roulement et 100 fr. pour l'assurance des instruments aratoires, il restera à l'instituteur un revenu net de 2,000 fr. par an.

Les bénéfices qu'il réaliserait sur l'élève du bétail compenseraient sans nul doute les dépenses de fourrage qu'il devrait faire.

On estime, dit-on, à 100 millions la somme nécessaire pour donner l'instruction gratuite.

Par l'application de ce système, on épargnerait à l'Etat les frais énormes dont on pense le grever. On multiplierait les relations de l'instituteur avec les cultivateurs, qui, obligés dans une ferme bien dirigée, y puiseraient de bonnes leçons d'agriculture pratique. Cet homme, aujourd'hui délaissé, obligé de lutter contre la misère avec de maigres appointements, acquerrait dans la commune toute l'importance à laquelle il a droit.

L'instituteur n'exerce-t-il pas la plus haute des magistratures; ne rend-t-il pas au pays les plus grands services; n'est-il pas le second pontife du village, souvent même supérieur à celui-là qui en porte le caractère officiel?

Le projet que nous venons d'exposer, si simple, si facile à réaliser, mérite, nous le croyons, de fixer l'attention de tous les républicains sincères et de ceux-là même qui n'ont en vue que leur intérêt individuel. Il ne suffit pas d'aller répétant dans tous les journaux que l'agriculture est négligée, que les villes s'encombrent d'ouvriers sans travail; que la France est ainsi exposée d'une année à l'autre à une affreuse disette; il faut agir et au plus vite. Nous supplions nos confrères de Paris et des départements de se joindre à nous pour proposer et obtenir la réalisation des mesures qui seules peuvent nous sauver. Est-il donc si difficile d'avoir du bon sens? N'aurons-nous jamais que de l'esprit? Français, Français, peuple d'artistes qu'on méprise avec des phrases et une musique militaire, nation de parleurs et de comédiens qui s'enivrent de leurs propres bravos, attendez donc que vous ayez de quoi vivre pour vous moquer de vous-mêmes.

Étranger.

ANGLETERRE.

Le *Morning Herald*, du 6 mai, émet le vœu que la constitution qui va être élaborée, et les institutions qui vont être organisées en France, contribuent à la prospérité et à la sécurité de la France; elles contribueront ainsi à la paix de l'Europe.

BAVIÈRE.

Munich, 1^{er} mai. — Le peuple, mécontent de l'augmentation du prix de la bière, s'est formé en groupes de trente à quarante individus et a brisé hier les verres, les fenêtres et les ustensiles d'une brasserie. Parmi les perturbateurs on a remarqué des individus bien mis. Une patrouille les a mis en fuite. — Les brasseurs avaient annoncé une diminution du prix de la bière; mais le peuple ne veut pas la payer plus de 5 kreutzer le maas. Dans l'après-midi, des groupes nombreux se sont formés sur divers points de la ville. La garnison, la landwehr et tous les corps de volontaires ont pris les armes. A 7 heures du soir, des sommations ont été faites, et comme les attroupements n'ont point voulu céder, il a fallu faire usage des armes. Il y a eu quelques blessés.

PRUSSE.

Provinces rhénanes. — COLOGNE, 5 mai. — Les communications par la poste avec Trèves ne sont pas encore rétablies. On est obligé d'envoyer les lettres par des messagers ou par des estafettes. Nous n'avons reçu qu'une demi-feuille de la *Gazette de Trèves*. On assure que plus de cinquante barricades ont été élevées dans la ville. Le corps de garde principal a été démoli. Le général Schreckenbach a annoncé qu'il bombarderait la ville si les barricades n'étaient pas enlevées; mais depuis lors, un arrangement amiable a eu lieu. La *Gazette de Trèves* du 5 courant annonce que tout est terminé et que la commission d'enquête, antérieurement nommée, s'est réunie auprès du général et lui a donné des explications sur les justes griefs des bourgeois contre les soldats du 26^e régiment. On a cependant à déplorer quelques malheurs.

AUTRICHE.

Vienne, 29 avril. — Les nouvelles arrivées ici de Cracovie et de Galicie ont produit une fâcheuse impression. Les Polonais se sont rendus avec les étudiants à l'Université pour enflammer les esprits. On craint que les Polonais ne fassent un demarche imprudente en faveur de la Pologne russe, ce qui amènerait infailliblement une guerre avec la Russie. Notre armée du Nord, sous les ordres du prince Windischgrätz, est loin d'être sur le pied de guerre. Toute notre frontière du Nord est ouverte.

— Le ministre de la guerre Janini est remplacé par le comte de La Tour. On regrette beaucoup Janini. Son successeur est au contraire très-impopulaire. On assure que le général Janini et le comte de Fiquelmont se sont opposés au départ de l'archiduc Albert au quartier général de Radetzki; mais le parti de la cour l'a emporté.

Faits divers.

Il paraît que la fête du Champ-de Mars n'aura lieu que le 14, les préparatifs ne pouvant pas être terminés avant ce jour.

— Le Gouvernement a retiré de la Banque quinze millions pour les besoins urgents de l'armée d'Italie.

— Une nouvelle légion italienne est arrivée samedi à Marseille, venant de Paris.

— Hier soir, aux Tuileries, un promeneur, qui a fait tout son possible pour ne pas entendre, a cependant et bien malgré lui entendu le petit dialogue suivant :

« Pourquoi ayez-vous la République ?
— Parce que le peuple la voulait; il fallait le satisfaire, et nous la lui avons donnée.

— Vous avez eu tort.

— Le peuple la voulait. Quand il aura goûté celle que nous lui préparons, il n'en voudra plus. Comprenez-vous ?

— A la bonne heure! Et bien, alors : *Vive la République!* »

Les deux interlocuteurs se reconnaîtront facilement sans aucun doute et causeront moins haut une autre fois.

(Réforme.)

— Félix Piat, nommé secrétaire de l'Assemblée nationale, à côté des citoyens Buchez et Corbon, a refusé.

Quelqu'un lui demandant pourquoi il n'acceptait pas un pareil honneur : « Eh! répondit-il, j'aurais accepté d'être secrétaire de l'Assemblée nationale; mais je ne veux pas être secrétaire d'une sacristie. »

— Il n'est pas vrai, comme on l'a prétendu, que toutes les grosses épaulettes n'auraient au service du château aient été mises à la retraite. M. Bertin de Vaux, ex-officier d'ordonnance du ci-devant roi, et au jour d'hui encore colonel au 5^e régiment de lanciers, n'a été envoyé qu'en congé. Or, ce congé étant sur le point d'expirer, et le 5^e de lanciers devant venir prendre garnison à Paris, on demande si nous aurons le plaisir de voir M. Bertin de Vaux à la tête de son régiment dans nos fêtes, et s'il criera : *Vive la République!* sans trop s'effrayer. On demande aussi, d'autre part, pourquoi cette exception pour M. Bertin : ce n'est sans doute pas le *Journal des Débats* qu'on ménage ?

— On sait que par un de ces scandaleux abus de favoritisme dont le gouvernement déchus avait donné de si déplorables exemples, M. Rossi, français par son nom, mais étranger par son origine, gratifié de plusieurs places et de diverses autres places rémunérées. En dernier lieu, il avait été nommé ambassadeur à Rome, et, indépendamment du traitement d'ambassadeur, il continuait de toucher par *procuracion* son traitement de professeur à l'École de droit. Mais nul n'aurait supposé que la révolution de février, qui a justement rayé le nom de M. Rossi sur le programme des cours, lui aurait cependant laissé toucher par *procuracion*, comme par le passé, son traitement de professeur, et cependant rien n'est plus vrai! Nous appelons l'attention du ministre de l'instruction publique et du gouvernement sur la nécessité de faire justice. Il est grand temps d'apprendre à la France républicaine que M. Rossi n'est plus rien à l'École de droit, ou il n'aurait jamais dû être admis, et que sa signature ou celle de son *fondo de pouvoirs* ne figurera pas plus desormais sur l'état d'émargement que son nom sur le programme des cours. (National.)

— En annonçant que mademoiselle Marie Carpentier a été nommée directrice de l'école maternelle normale, on a omis d'indiquer que c'est dans le département de la Sarthe; que, depuis 1853, elle a dirigé successivement les salles d'asile de La Fleche et du Mans. A Paris, la direction pratique des salles d'asile communales est confiée à madame Millet, qui, depuis vingt ans, exerce ces fonctions, après avoir été chercher en Angleterre la méthode d'enseignement des *Infants-Schools* et l'avoir appropriée aux salles d'asile.

— La ville de Paris est autorisée à acquérir en totalité toutes les propriétés qui seront atteintes par le percement et à revendre les portions qui resteront en dehors des alignements en les lotissant pour la construction de maisons d'habitation bien aérées.

Les expropriations seront poursuivies dans les formes tracées par la loi du 3 mai 1841.

La ville de Paris est autorisée à émettre en cinq ans, jusqu'à concurrence de 9 millions d'obligations municipales, remboursables par annuité, pour le paiement des indemnités relatives à l'ouverture de la nouvelle rue.

Les maisons nouvelles de cette rue seront, pendant sept ans, affranchies de contributions foncière et mobilière, à partir de la date du présent décret.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacombe et Feraud, rue Dauphine, 2.